

Ligne THT : un collectif libertaire appelle au boycott des débats... et y parvient !

samedi 04.02.2012, 05:19 - La Voix du Nord



Le ton monte: pour la première fois depuis la tenue des débats, une banderole a été déployée.

| ON EN PARLE |

Chaude, et même très chaude, cette huitième réunion publique autour du projet de ligne à très haute tension entre Avelinet Gavrelle. Un collectif « libertaire », après avoir distribué des tracts réclamant l'abandon de la THT et le boycott du débat, a dynamité la soirée. Qui s'est achevée au son d'une alerte incendie...

PAR HERVÉ NAUDOT

henin@info-artois.fr

Jamais il n'y eut autant de fritures sur la ligne lors des précédents débats. Cette fois-ci, le ton est monté de plusieurs crans. Pour donner la note, un tract fut distribué en prélude aux échanges. Intitulé « l'électrocution participative », il est signé Des Quelconques, un collectif libertaire lillois, farouchement opposé au projet et au « pseudo débat » qui l'accompagne : « RTE et la CPDP nous veulent sereins, soyons survoltés : abandon de la THT, boycott du débat », est-il écrit.

Acte 1, scène 1. 18 h 30. La réunion se déroule selon le protocole habituel. Gaëtan Desquillet, de RTE (Réseau de transport d'électricité), esquisse les grandes lignes du projet et donne le mode d'emploi de l'information au public en amont de l'enquête publique (permanences à la mairie, diffusion d'un journal du projet, création d'un site Internet de questions/réponses, etc.). L'ambiance est toujours au calme lorsque le maître d'ouvrage évoque la tenue d'ateliers territoriaux pour mettre en débat la

compensation des impacts (paysagers, entre autres), qu'aurait l'installation de la ligne THT... Il fallait donc une étincelle. Étonnamment, elle fut allumée par Louis-Marie Dumon, de l'association Chlorophylle environnement pour la Pévèle, qui s'est mis à vanter « la chance que nous avons en France d'avoir une agriculture douce », avant d'émettre de sérieuses réserves sur la THT. Patatras ! Quelques minutes plus tard, une jeune femme du fond de la salle l'interpelle et s'insurge : « La douce agriculture en France, non mais on vit dans le même pays ? Pour la ligne, les décisions sont prises, et vous le savez. Le monsieur de RTE a présenté cette ligne comme une chose nécessaire, donc le débat est biaisé dès le départ... » Disséminés au fond de la salle, la dizaine de membres du collectif dénie toute légitimité à la Commission particulière du départ public, dont le président, Michel Giacobino, s'époumone pourtant à préciser qu'il n'a « pas d'avis » sur le projet. C'est en fait un débat de société sur le choix du nucléaire que les trouble-fête réclament, et non de choisir entre « la peste et le choléra », autrement dit entre deux tracés comme se proposait de le faire le débat de jeudi. Partant de là, c'est aujourd'hui « l'utilité » du projet qui est mise en cause. Plus calme que les membres du collectif, mais pas moins déterminé, Pierre Rose monte aussi au créneau : « Ce soir, on va parler enfouissement, compensation, variations entre les tracés est et ouest, mais le fond du problème reste le suivant : ce projet est-il utile ou pas ? Pour moi, il ne l'est pas. Le chauffage pour l'électricité est déjà très coûteux, et là on va en remettre une couche... » Attaqué de toutes parts, l'émissaire de RTE garde son sang-froid et déroule l'argumentaire connu : « Le but de ce projet, c'est bien qu'il n'y ait pas de coupures d'électricité à l'avenir et que l'énergie soit la moins chère possible (...) Par ailleurs, nous ne sommes pas sur la question de l'augmentation de la production d'énergie, mais sur celle de l'évolution de la nature de notre production (nouvelles centrales, champs d'éoliennes) ... » Entre deux escarmouches, les inquiétudes sur la santé sont toujours au coeur des débats. Un monsieur établit un parallèle entre l'exposition répétée aux champs électromagnétiques et le dossier de l'amiante. Un autre, d'Oignies, estime que les opposants sont hors sujet : « Je me fous pas mal d'un débat sur le nucléaire et l'éolien, moi j'aime la nature et je veux savoir si je vais pouvoir continuer à me promener sur mon terri. » 21 h 10, épilogue. Interrogé sur l'alternative au projet, le maître d'ouvrage semble embarrassé, comme si de plan B, il n'y avait point. « Si le projet ne se fait pas, alors le courant sera plus cher et la région connaîtra de grosses coupures d'électricité en cas de forts flux... » Au fond de la salle où la banderole est déployée, les opposants ironisent en chantant : « RTE, une chanson ! une chanson ! ». Dans la foulée, nouvel incident : l'alarme incendie a été déclenchée.

Autour de la table et dans la salle, on plie bagage, contraint et forcé.